

Nous avons pris conscience de l'extrême vulnérabilité de notre système de fonctionnement collectif. Nous vivions sans aucune anticipation stratégique d'une telle menace, alors que les épidémies, en Asie, sont une préoccupation familière. En France, l'impréparation a été totale ! Notre système de santé, supposé être l'un des meilleurs du monde, s'est révélé sous-dimensionné et très mal géré. L'effet du confinement nous classe en outre parmi les mauvais élèves en Europe. Nous ne jouons plus dans la cour des grands.

Un autre élément a été décisif pour la conscience française : la mesure du délabrement de l'Etat et, plus largement, de notre système de décision politique, complètement désarticulé.

Les décisions, pendant cette crise, ont été rendues de manière souvent incompréhensible pour les citoyens. L'Etat a présenté son pire visage, soit une étroitesse bureaucratique, un côté tatillon, autoritaire, voire persécuteur, sans se montrer efficace pour autant. Le jacobinisme impotent, ce n'est pas possible ! On pouvait accepter ces mauvais côtés quand cela marchait ; mais si c'est inefficace, ça devient insupportable.

L'attestation dérogatoire de déplacement restera, par exemple, comme un chef-d'œuvre dans les annales de la folie bureaucratique. Il faut la conserver pieusement pour l'édification des générations futures !

Par ailleurs, le Parlement n'a pas existé pendant cette crise. Quant aux pouvoirs décentralisés, ils ont pris des initiatives dans la cacophonie. Tout cela a donné l'impression, impalpable, d'une défaillance collective. C'est un choc, une blessure narcissique profonde.

C'est aussi le réveil d'un somnambule. Au sortir de cette crise, la France a besoin d'un audit politique. Qu'est-ce qui s'est passé ? D'où viennent ces cafouillages incompréhensibles ? C'est le seul moyen d'éviter la folie pénale qui risque de nous encombrer pendant des années.

Oui ! Nous avons pu mesurer que nous étions parmi les cancren en Europe, réduits à notre situation de pays méditerranéen, au même titre que l'Espagne ou l'Italie !

Avec l'Allemagne, nous ne jouons plus dans la même catégorie. La vulnérabilité de notre système économique est apparue de manière criante, tandis que celui de l'Allemagne et ses choix industriels se sont révélés payants.

Certes, tous les pays occidentaux ont éprouvé la dépendance à la Chine, mais plus ou moins crûment. En France, nous nous sommes tranquillement démunis de produits vitaux (masques, médicaments) avec l'assurance, au fil du temps, que nous faisons les bons choix et que tout irait bien. Or, nous avons payé cash la désindustrialisation. Avec cette crise, l'écart va encore se creuser entre l'Europe du Sud, dont nous sommes, et l'Allemagne et ses satellites. La crise économique qui nous attend ne va rien arranger. Nous assistons à une redéfinition de la place objective de la France en Europe.

C'est un phénomène profond, ancien. Ce qui est en cause, c'est le rapport des élites françaises à la mondialisation, qu'elles n'ont pas comprise. Ces dernières ont une vertu, qui est aussi un défaut politique : elles sont universalistes, se voient comme « citoyennes du monde ». Le patriotisme économique, par exemple, leur apparaît totalement ringard !

Ces élites sont par ailleurs animées par un sentiment de supériorité, avec la conviction absurde que nous sommes plus malins que tous les autres et que nous allons sortir de cette compétition mondiale par le haut. Dans ces conditions, pourquoi ne pas laisser filer toutes ces industries polluantes qui alimentent de surcroît une classe ouvrière difficile à supporter, avec des syndicats butés, au profit de l'intelligence financière ?

Il y a eu une très mauvaise appréciation du rapport de force. Les entreprises françaises sont celles qui se sont fait le plus piller en termes de brevets, de savoir-faire, par les entreprises chinoises, car ce sont elles qui ont pris le moins de précautions. Finalement, la France, portée par sa mégalomanie, a raté l'entrée dans la mondialisation.

D'un grand passé, d'une grande culture... La France est la première destination touristique du monde ! Elle a maintenu en outre les apparences de la grandeur, à l'échelle internationale : un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, un rôle théorique d'inspirateur de la construction européenne – alors que celle-ci nous échappe en réalité largement. Souvenons-nous de la majestueuse entrée en scène d'Emmanuel Macron au pied de la pyramide du Louvre, le soir de son élection en 2017, un épisode extraordinaire !

La France se pense comme étant au centre du jeu et les Français vivent largement sur cette idée. Valéry Giscard d'Estaing, le malheureux, avait un jour osé dire, dans un moment de sincérité mal inspiré : « *La France est une puissance moyenne.* » Ce fut un tollé ! C'était pourtant prophétique. Depuis, personne n'a osé aller dans ce sens. Macron lui-même a joué le grand jeu avec ses homologues étrangers, Trump, Poutine ou Xi Jinping. Notre pays a un problème d'image de lui-même et d'appréciation réaliste de sa position dans le monde.

Oui. Ces institutions ont été conçues par un homme pour un homme, Charles de Gaulle, qui avait une stature hors de l'ordinaire. Il a donc donné à ses successeurs l'obligation d'être des grands hommes, comme si c'était écrit dans la Constitution. Ce qui rend leur tâche impossible et les voue à une mégalomanie constitutionnelle, avec la tentation permanente de retrouver les élans lyriques du fondateur. Quand Macron a fait son discours sur le confinement, le 16 mars, il avait sans nul doute l'impression de rejouer l'appel du 18 juin !

La Constitution de la V^e République transforme l'élection présidentielle en ordalie historique : vous êtes le sauveur du pays ou vous n'êtes rien. Cela met la barre très, très haut. Et cela promet le président à une déception qui paralyse son action.

Très vite, nos présidents de la République n'ont plus la légitimité qui leur permettrait de mener une action consensuelle, au sens démocratique du terme, c'est-à-dire acceptable par l'opposition. On a un pouvoir surévalué et dévalué en même temps, presque mécaniquement. Il est normal que les Français soient déprimés !

Il faudrait pouvoir les changer mais ce n'est pas possible. Il s'agit d'un système pervers : plus la déception des citoyens à l'égard de l'action des gouvernants s'approfondit, plus ils ont l'impression que le seul levier qui leur reste, c'est l'élection présidentielle. Plus le système est dévalué, moins les gens sont prêts à accepter une réforme du système. Nous sommes dans une impasse politique.

Tout repose donc sur la sagesse d'un président de la République qui aurait le bon sens, non pas de changer les institutions, mais d'en changer l'esprit. En Allemagne, Angela Merkel sait bien faire comprendre que toute décision politique résulte d'un compromis. En France, c'est

évidemment vrai aussi, mais c'est caché derrière un vernis d'autorité et de verticalité. On l'a très bien vu pendant la crise sanitaire : il fallait arbitrer entre deux contraintes de nature très différente. Ce qui aurait dû donner lieu à un débat et à un compromis.

Et pas de vrai compromis non plus ! Cette décision de confiner le pays, dans le sillage d'un régime autoritaire comme la Chine, a été prise sous le signe d'un sentiment très partagé dans cette crise : la peur. La peur politique de rater le coche, d'être en décalage avec une société imprévisible que les gouvernants ne comprennent pas vraiment. Or, si les Français forment un peuple protestataire politiquement, ils se sont montrés globalement disciplinés dans cette crise.

En revanche, la décision de confiner a été prise au sommet de l'Etat dans la panique, sans vraie réflexion, pour pallier le fait qu'on manquait de moyens pour faire face à cette crise : masques, tests, lits de réanimation...

La logique d'imitation a également joué : on ne pouvait pas faire moins que les voisins. Il est toutefois regrettable que les termes même de l'équation n'aient pas été posés sur la table. Nous risquons de le payer cher quand viendra la mesure des conséquences.

Nous devrions pouvoir compter sur l'attachement des Français à des institutions qui ont fait leur fierté par le passé et font le ciment de la vie collective : l'hôpital et l'école. Améliorer la situation des deux est à notre portée !

Mais nous avons surtout besoin d'un examen de conscience, d'un audit du pays, de ses failles et de ses faiblesses. Nous ne sommes pas en 1940, mais nous avons à réécrire quelque chose comme *L'Etrange Défaite* de Marc Bloch.

Elle peut être l'occasion d'une épreuve de vérité. Les Français vont devoir arrêter de se raconter des histoires, et regarder les choses en face. Or, là, tout le monde a compris qu'il y avait des choses à regarder... Ce serait, à mes yeux, un acquis fondamental. De cette épreuve de vérité pourraient naître des possibles.